

Cet article est du 29 janvier 1937, alors que les crédits militaires étaient déposés en Chambre. M. Lessard termine cet article comme suit :

Le gouvernement fédéral, qui siège à nos portes, qui connaît ou devrait connaître nos besoins, ne nous gâte guère cependant. Ayons l'espoir que, cette fois, il nous accueillera favorablement. Ce ne sera assurément pas une fois de trop.

En toute justice pour celui qui a écrit cet article, je dois dire qu'il y a quelques jours, il m'a appelé au téléphone pour s'enquérir de mon attitude au sujet du présent débat. Je lui ai répondu que j'écoutais tous les discours avec une attention qui me surprenait moi-même et que je tâchais de trouver, dans tous les arguments, pour et contre, le juste milieu, la solution qu'un gouvernement, conscient de ses responsabilités dans les temps actuels, devrait adopter au sujet des questions militaires. Aujourd'hui, nécessairement, il a la réponse à son appel téléphonique. Je favorise l'augmentation de 14 millions. Je ne demande pas au Gouvernement de continuer l'an prochain, mais il me semble que j'ai assez suivi les débats de cette Chambre et je connais assez les chefs de mon parti pour croire qu'ils rougiraient de dire ce qu'ils ont déclaré depuis le commencement de la session si cela n'était pas exact. Et j'en prends à témoin un extrait, que je vais citer, du discours du chef du parti libéral. J'aime mieux suivre ce qu'il nous dit que de suivre les députés du groupe C.C.F., ou même mes collègues du parti libéral. Voici ce qu'il nous dit,—croyez-le, ne le croyez pas, je crois toujours un homme jusqu'à ce que j'aie la preuve qu'il me trompe. Voici ce que le très honorable premier ministre disait, en parlant sur la résolution de l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Woodsworth) :

...qu'en ce qui a trait aux crédits soumis au Parlement durant la présente session, toute augmentation qui y figure s'y trouve uniquement parce que le Gouvernement la croit nécessaire à la défense du Canada et du Canada seulement.

Et, plus loin :

Nulle demande d'aucune sorte n'a été adressée par le gouvernement britannique à notre Gouvernement au sujet d'un seul poste qui figure aux crédits que nous avons déposés.

Est-ce que le premier ministre du Canada veut tromper les électeurs, non seulement les électeurs mais ses propres partisans? Je ne le crois pas. Est-ce que l'honorable ministre de la Justice (M. Lapointe) veut nous entraîner dans une guerre étrangère? Je ne le crois pas.

Est-ce que nos quatre ministres de la province de Québec ont des idées militaristes ou impérialistes? Ce serait renier toute leur vie passée, ce serait renoncer à l'idéal poli-

tique qu'ils ont prôné et prêché pendant 35 à 40 ans. Croyez-vous que ces messieurs, arrivés à l'apogée de leur carrière politique et, pour quelques-uns, au déclin de leur vie, viendraient devant le Parlement de leur pays pour tromper des gens qui, comme moi, sont de leurs fidèles partisans? Ce serait assez pour que je perde confiance dans les organisations humaines. Croyez-vous qu'ils viendraient devant le Parlement de leur pays dire: "Votons 14 millions", et qu'ils nous souffleraient: "Ne le dites pas, c'est pour aller se battre en Angleterre"? Certains répètent comme vérité que nos hommes publics se sont abaissés au point de prononcer les discours qu'ils prononcent devant le Parlement de leur pays et, ce, contrairement à leurs pensées. Je suis un de ceux qui seraient prêts à sortir des rangs du parti si je croyais à un tel manque de sincérité de la part du gouvernement actuel.

Des représentants de certaines organisations et certains hommes parcourent notre province, actuellement, pour donner des directions comme ils en ont donné dans le passé; seulement ils seront forcés, comme dans le passé, d'admettre devant des salles comblées qu'ils se sont réconciliés avec l'ancien chef du parti libéral. Pourquoi se sont-ils réconciliés avec lui s'ils étaient dans le droit chemin, s'ils avaient raison? Je suis convaincu que ce ne sont pas les membres du Gouvernement actuel qui manquent de sincérité mais plutôt ceux qui, pour arriver au pouvoir dans notre province, ne négligent aucun moyen et s'abaissent à tous les subterfuges pour tenter de diriger le peuple dans une direction qu'il ne devrait pas suivre. Je suis convaincu que ce que je viens de dire représente bien les sentiments de la population chez nous.

Maintenant, comme je veux couvrir tout le terrain, je dois dire que j'ai reçu une résolution de la Chambre de commerce "junior" de la ville de Hull, me déclarant qu'elle s'opposait à la construction d'un manège militaire chez nous parce qu'elle avait préconisé la construction d'un "auditorium" et que, si le manège militaire était construit, cela nuirait à la construction de cette salle de théâtre. On me dit que cette organisation a tenu une autre réunion ces jours derniers et que certains jeunes gens ont prononcé des discours d'une violence extrême contre toute participation aux guerres de l'Empire. Je me tiens avec les jeunes de ma ville et de mon comté. Je suis aussi opposé qu'eux à toute participation aux guerres de l'Empire, mais quand ils disent que l'augmentation des crédits militaires équivaut à une participation aux guerres, je ne puis pas m'accorder avec eux.

Je n'ai pas encore rencontré un partisan du gouvernement qui appuierait l'amende-